

Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO

Numéro 3, mai 2013



Grand angle sur le radicalisme religieux et la menace terroriste au Sénégal

Introduction

L'accélération de l'action militaire dans le conflit malien, avec le déclenchement de l'opération Serval, le 11 janvier 2013, la mise en place de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), et les préparatifs en vue d'une mission des Nations Unies, induisent de nouvelles dynamiques sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au-delà. Désormais, sur le champ de bataille de la région sahélo-saharienne, les pays contributeurs de troupes ou soutenant l'intervention militaire s'exposent à des menaces de différentes natures. Cette situation soulève des inquiétudes, aussi bien dans les cercles religieux, politiques que sécuritaires. Dans nombre de pays de la sous-région, on s'interroge quant au niveau de préparation des services et forces de sécurité pour faire face à la menace terroriste et aux possibles connexions entre l'« internationale jihadiste » qui a pris racine dans le Sahel et des groupes radicaux actifs ou dormants dans les différents pays.

Au plan géographique, le Sénégal est un continuum de l'espace sahélo-saharien. Des ressortissants sénégalais, pour certains des candidats malheureux à l'immigration, ont été signalés dans les rangs des jihadistes au Mali, pays de transit vers l'Europe pour de nombreux migrants clandestins¹. Sur le plan sociologique, il y a eu un brassage culturel des populations maliennes et sénégalaises que l'Histoire a réunies une première fois au sein de l'empire du Mali puis, au début des indépendances, dans la Fédération du Mali. L'islam est un autre vecteur qui rapproche ces deux nations. L'itinéraire d'El Hadj Oumar Tall au Mali, de Niore aux falaises de Bangadiara, est jalonné de foyers religieux de la Tidjaniya. Les adeptes de la Qâdiriyya Kuntiiyya de Tombouctou sont de la même famille confrérique que les disciples de Ndiassane (près de Tivaouane au Sénégal). De nombreux Maliens assistent chaque année au Gamou, pèlerinage organisé par cette confrérie pour la célébration de la naissance du prophète de l'Islam, Mohamed.

Dans une telle configuration sociologique et culturelle, on peut légitimement se demander si le Sénégal, pays voisin du Mali, fortement islamisé et traversé par de nombreux courants notamment salafistes et wahhabites, de surcroît contributeur de troupes à la MISMA, est directement menacé ou s'il peut également devenir un théâtre d'opérations ou une zone de repli. Le présent rapport s'interroge en particulier sur l'existence de mouvances religieuses radicales au Sénégal qui pourraient entreprendre des actions violentes à la faveur du contexte régional et de circonstances imprévisibles.

Sur le plan méthodologique, cette étude préliminaire repose sur une veille médiatique, sur des entrevues semi-structurées avec les acteurs et sur une enquête d'opinion publique reposant sur 400 questionnaires, menée en février et mars 2013 à Dakar et dans sa banlieue, dans la ville et le département de Saint-Louis ainsi qu'à Thiès et à Mbour. Étant donné la difficulté de mesurer un phénomène comme le radicalisme, l'approche retenue a été celle d'une analyse qualitative des discours recueillis dans le cadre des entretiens et des questionnaires.

À PROPOS DU RAPPORT SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS L'ESPACE CEDEAO

Le *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO* vise à fournir aux décideurs de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) des analyses sur les questions de l'heure en matière de sécurité humaine dans la région. Ce rapport est le résultat d'un partenariat entre l'ISS et la Commission de la CEDEAO (Division Sécurité Régionale). L'objectif est de produire, sur la base de recherches de terrain, un outil d'analyse indépendant qui puisse appuyer les processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions de l'organisation ouest africaine, tout en alertant les instances décisionnelles régionales sur les enjeux émergents. Le *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO* propose des analyses pays et des analyses thématiques ainsi que des recommandations. Il est distribué gratuitement, tant dans sa version électronique que papier, à un public diversifié en Afrique de l'Ouest et ailleurs. Le *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO* est produit par la division Prévention des conflits et analyse des risques de l'ISS au bureau de Dakar avec l'appui des autres membres de la division basés à Addis Abéba, Nairobi et Pretoria.

Le Sénégal au cœur des interactions de l'espace-cible saharo-sahélien ?

En juin 2007, les assassins présumés d'un groupe de Français recherchés par la police mauritanienne ont, *via* le Sénégal et la Gambie, gagné Bissau pour y être arrêtés par les services de sécurité bissau-guinéens. Le 29 mai 2010, trois présumés djihadistes ont été interpellés à l'aéroport international Léopold Sédar Senghor à Dakar par la division des Investigations criminelles. Pour les autorités sénégalaises, cet événement provoquera une prise de conscience de la nécessité d'une coopération accrue entre les différents services de renseignements et de sécurité nationaux et sous-régionaux. En septembre 2010, une action de coopération avec la police marocaine a permis d'identifier, puis d'extrader vers le Maroc, ces trois personnes membres de la Jeunesse islamique combattante marocaine – une organisation qui serait liée à Al-Qaïda – et qui étaient recherchées dans le cadre d'une enquête concernant les attentats commis au Maroc à partir de mai 2003. En février 2011, deux membres présumés d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en fuite sont arrêtés dans la banlieue dakaroise.

En juillet 2012, l'arrestation à Dagana, au Nord du Sénégal, de dix personnes suspectées d'appartenir à un réseau terroriste, avait fait réagir le président de la République sénégalaise, Macky Sall. Alors en visite officielle en France, il déclarait qu'aucun pays africain ne pouvait à lui seul faire face à la menace étant donné la porosité des frontières. Une autre arrestation, en janvier 2013, suscitera un regain d'attention et de préoccupation pour les autorités sénégalaises. Il s'agit de celle de l'imam Boubacar Dianko, interpellé par les Renseignements généraux sénégalais à Kidira, ville frontalière avec le Mali, et soupçonné d'entretenir des liens avec le leader du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Même si ce type d'informations fait partie du domaine public depuis les événements qui ont précipité le Nord-Mali dans le chaos, il reste que, bien avant l'intervention française au Mali, plusieurs éléments factuels pouvaient soulever des inquiétudes quant à la présence, sur le sol sénégalais, de relais opérationnels pour des formes d'extrémisme religieux violent.

Quel niveau de radicalisme religieux au Sénégal ?

Le paradoxe géopolitique sénégalais est qu'il symbolise en même temps la profondeur africaine des pays et organisations arabes et islamiques, en tant que pays ayant accueilli deux fois un sommet de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), membre de l'*Islamic Educational, Science and Culture Organisation* (ISESCO), de la Ligue islamique mondiale (LIM) et de l'Association mondiale pour l'appel islamique, tout en demeurant un allié traditionnel des puissances occidentales. Il présente, de ce fait, nombre de similitudes avec les pays arabes tels que l'Arabie Saoudite, les Émirats du Golfe, le Maroc, l'Égypte, ou la Tunisie, visés par Al-Qaïda et ses démembrements qui les considèrent comme des « agents » de l'Occident.

L'enquête menée de février à mars 2013 dans le cadre de cette étude indique que la plupart des Sénégalais opposés à l'intervention française au Mali en veulent aussi à leur propre pays d'y avoir participé. C'est le cas de 35 à 40 % des personnes interrogées à Thiès et dans la région de Dakar. Pour l'une d'entre-elles « *les islamistes mènent un djihad dans le Nord du Mali qui doit s'étendre sur l'ensemble du territoire malien pour gagner toute l'Afrique de l'Ouest ensuite* », « *car nos États sont souillés et dirigés par des mécréants* » justifie cet interlocuteur. Parmi ceux qui ont participé à notre enquête dans la région de Saint-Louis, certains considèrent qu'Ansar ad-Dine et le MUJAO « *ne font qu'appliquer la loi islamique, la Charia* ». Pour eux, dès lors, « *le Sénégal, en envoyant ses militaires au Nord-Mali, lutte contre l'islam* ». Le Sénégal « *au lieu de s'engager aux côtés de la France, devrait protéger les intérêts de l'islam, qui sont entre autres l'application de la Charia* ». Fait nouveau, ceux et celles qui tiennent un tel discours n'appartiennent pas tous à des mouvements salafistes, mais également à des confréries, et ne « jurent » même que par leur guide religieux.

Dans l'ensemble, ces positions extrêmes sont encore minoritaires. Estimant que l'islam est une « religion de paix, de tolérance qui privilégie le dialogue à la contrainte », les personnes interrogées pensent, pour la plupart, que le « djihad » tel qu'il est revendiqué par Ansar ad-Dine et le MUJAO « est révolu depuis le temps du Prophète de l'Islam », soutenant que « le seul djihad permis par la religion musulmane est celui que le fidèle doit faire contre son corps », idée revenant très souvent dans le discours confrérique notamment mouride en référence au « Djihad Nafs » enseigné dans leurs classiques. Aussi rassurante que puisse être une telle position dominante, elle ne doit pas occulter le fait que, justement, les catégories pouvant basculer dans la violence sont précisément celles issues des couches non-majoritaires.

Le discours minoritaire favorable au djihadisme est présent dans plusieurs sphères de la société sénégalaise, notamment, dans les périphéries urbaines, parmi les populations les plus jeunes. Toujours est-il que, s'il existe un radicalisme religieux rampant, les Sénégalais ne semblent pas encore le percevoir, ou plutôt, en connaître les manifestations. En effet, ils considèrent que le Sénégal ne présente pas les mêmes caractéristiques que le Mali et que sa tradition de « pays de la Téranga », c'est-à-dire son hospitalité légendaire, ainsi que le pacifisme de ses populations, le prémunissent contre ce genre de situation, le même discours naguère tenu dans le Mali d'avant la crise.

Dans le même ordre d'idées, les confréries sont encore largement perçues comme des remparts contre les influences extrémistes venant de l'étranger. Un discours récurrent à l'intérieur du pays voudrait qu'un « Sénégalais de souche » ne puisse adhérer aux idéologies des extrémistes religieux prônant la violence. Les immolations devant les grilles du palais présidentiel, sous l'ère Wade et au début du mandat de Macky Sall, ou encore les scènes de violence précédant les élections présidentielles de 2012, semblent vite reléguées aux oubliettes et ne sont pas ressenties comme des signes de la profonde mutation de la société surtout dans son rapport à la violence en général.

C'est encore dans ces régions de l'intérieur, comme à Saint-Louis, où des réponses confuses versant dans ce même optimisme ont pu être entendues : « *Le Sénégal est suffisamment immunisé au plan sécuritaire par le professionnalisme de son armée et les bénédictions de ses vertueux anciens* », « *Le Sénégal n'a pas de ressources minières* », « *Il y a une relative homogénéité ethnique au Sénégal* », « *Il n'existe pas d'islamistes radicaux au Sénégal* », ou encore « *Le Sénégal est composé de 89 % de noirs : ce n'est pas un pays islamiste* », voulant faire du radicalisme un fait spécifiquement arabe comme s'il ne traversait pas toutes les sociétés.

Toutefois, certains interlocuteurs ne parviennent pas à taire leurs inquiétudes par rapport à ce qu'ils perçoivent comme une menace pesant sur ce modèle islamique idéalisé, notamment de la part de mouvements jusqu'ici dits « réformistes » – catégorie dans laquelle on retrouve une multitude de courants idéologiques allant des Frères musulmans au salafisme, y compris dans son orientation wahhabite. Ces personnes se réclament toutes de confréries notamment tidjane et mouride. Les membres de ces dernières mettent surtout l'accent sur l'enseignement d'El hadji Malick Sy et de Cheikh Ahmadou Bamba, qu'ils considèrent comme des régulateurs de la société sénégalaise.

Rares sont les études empiriques sur l'état réel du champ islamique sénégalais de ces dernières décennies.

Nombre d'entre eux disent avoir été au moins une fois « *attaqué dans leur croyance par ceux qui leur reprochent une pratique hétérodoxe* » arguant que « *l'islam n'a qu'une seule référence et c'est la *sounna** » (propos et traditions attribués au Prophète de l'islam). Ces paroles sont prononcées à leur rencontre par ceux qui n'adhèrent pas aux confréries et qui leur contestent leur statut de « véritables musulmans ». Cet état d'esprit est exactement celui des courants dits « takfiristes », c'est-à-dire excommunicateurs, et, en général, préalable à l'appel au « djihad » contre la société « impie ». Les éléments conditionnés pour le djihadisme sont habituellement extirpés des réalités de leur société et vivent un monde « idéalisé » où leur religiosité s'apparente à une déterritorialisation de leur appartenance doublée d'une forte sensibilisation aux causes de l'islam « international ».

Dans cette configuration, ce sont les pratiques et acteurs considérés comme « anti-islamiques » qui deviennent leurs cibles. De la même manière, tout ce qui s'apparente à « l'Occident » ou s'en inspire entre dans ce cadre. L'État, surtout dans sa forme dite « laïque », est une cible de choix du discours islamiste. Sur ce plan, les positions militaires et diplomatiques de l'État sénégalais sont assez significatives pour en faire un

pays exposé aux menaces de mouvements djihadistes. En effet, le Sénégal, pays membre de la CEDEAO, a contribué à toutes les décisions prises par cette organisation pour permettre la restauration de l'intégrité de l'État malien, y compris par la force. La participation du Sénégal à la MISMA s'inscrit, en outre, dans la continuité d'un positionnement depuis l'engagement des forces sénégalaises aux côtés des forces occidentales durant la première guerre du Golfe en 1991. Quant à la présence militaire de la France, pays considéré comme « ennemi de l'islam » surtout depuis l'interdiction du port du voile dit « islamique » à l'école en 2004 et des différentes déclarations du président Nicolas Sarkozy, elle se greffe au nouvel accord de défense du 18 avril 2012 entre la France et le Sénégal pour raviver le sentiment que le Sénégal est un « défenseur des intérêts français » dans la sous-région, sans parler des intérêts économiques français réels ou « fantasmés ».

Évolution du discours et des itinéraires des acteurs islamiques

Encore profondément marquée par l'étude d'un confrérisme² « pacifique » auquel s'opposent des mouvements dits « réformistes », la recherche sur le champ religieux sénégalais peine à prendre en compte l'évolution du discours dans ce domaine et la mixité des itinéraires des acteurs islamiques depuis les années 1970³. Ainsi, rares sont les études empiriques sur l'état réel du champ islamique sénégalais de ces dernières décennies. La littérature sur le sujet semble restée figée dans une lecture binaire qui conçoit, d'un côté, un islam confrérique, qu'il s'agisse de la Tijaniyya, du Mouridisme, des Layenes ou des Qâdiriyya, concurrencé ou contesté, de l'autre, par un mouvement réformiste, comme Ibâdu Rahmân (dont l'idéologie est proche de celle des Frères musulmans avec des ramifications estudiantines au sein des campus de Dakar et de Saint-Louis) ou Al-Falâh, (d'obédience salafiste wahhabite et d'émanation saoudienne pour l'instant loin du combat politique et prônant plutôt un piétisme similaire aux mouvements salafistes du Maghreb et du Moyen-Orient).

Selon cette configuration, beaucoup érigent encore l'islam confrérique soufi comme un bouclier contre l'extrémisme islamiste. L'enquête préliminaire menée, début 2013, révèle que l'évolution du champ islamique sénégalais n'est perçue dans toute sa complexité et sa mixité ni par les autorités politiques, ni par les populations. Si, parmi les personnes interrogées, certaines évoquent l'existence de groupes extrémistes « *bien organisés et bien armés* » au Sénégal, la plupart ne font pas la différence entre mouvements extrémistes et celui des Ibâdu Rahmân dans une forme d'amalgame révélant l'impact qu'ont eu les théories de la scission binaire sur les populations. Les dirigeants du mouvement Ibâdu Rahmân, dans leur discours officiel, rejettent toute forme de violence. À l'analyse, il est toutefois également possible d'y voir une stratégie souterraine avec un agenda sur le long terme et surtout l'investissement de l'espace scolaire. Ce type de mouvement n'a sans doute pas encore l'ancrage social nécessaire à une offensive politique ou à une opposition ouverte aux confréries. À ce stade, ses efforts se concentrent sur

la construction d'un système éducatif parallèle, voire concurrent, misant sur une socialisation spécifique à moyen ou long terme.

À la question de savoir s'il y existe une montée de l'extrémisme religieux au Sénégal et par quels signes elle se manifeste, ceux qui répondent par l'affirmative font systématiquement référence aux comportements vestimentaires ou au port de la barbe. Ils en ignorent l'arrière-plan idéologique contenu dans les prêches, dans des sites internet, des groupes de discussion, notamment dans les réseaux sociaux, comme par exemple les publications de fatwa, le partage de prêches wahhabites, les liens avec les réseaux islamiques africains et du Moyen-Orient.

Il faut sans doute déplacer le curseur jusqu'ici pointé sur les mouvements islamiques non confrériques et ne pas exclure que les germes du djihadisme, même de circonstance, puissent se développer dans ces milieux.

Dans la partie de l'enquête visant à jauger le niveau de radicalisme religieux, des réponses vagues sont récurrentes et expriment des positions mitigées face au phénomène djihadiste qu'une certaine littérature religieuse ou des sermons légitiment parfois (par exemple, le djihad d'El Hadji Omar, de Mamadou Lamine Dramé, de Samory). Les réponses sont entourées d'un flou terminologique révélateur d'une tension qu'il conviendra d'appréhender. « *On ne peut pas tout cautionner, mais on ne peut pas tout blâmer non plus. C'est la loi islamique* », répondent nombre de personnes lorsqu'elles jugent l'action d'Ansar ad-Dine ou du MUJAO. Ce type de réponse indique qu'il faut sans doute déplacer le curseur jusqu'ici pointé sur les mouvements islamiques non confrériques et ne pas exclure que les germes du djihadisme, même de circonstance, puissent se développer dans ces milieux.

Il est vrai que les chefs religieux peuvent agir comme médiateurs et limiter l'impact de l'assaut idéologique – et financier – du salafisme wahhabite ou djihadiste, d'autant plus influent qu'il intervient à coup de pétrodollars ou à travers le travail social mené par des associations islamiques. Ces dernières investissent les champs éducatif et social laissés vacants à bien des égards par l'État, même s'il est difficile à ce stade de mesurer l'ampleur de ce phénomène. La conception des confréries comme une digue de protection face à la montée du péril djihadiste est également largement partagée par les autorités étatiques. Cependant certains voient la main de l'État dans le processus de discrédit des confréries par une accointance politico-religieuse comme étant de nature à promouvoir indirectement la montée

de l'islamisme radical. Ainsi l'exprime cet habitant de la région de Saint-Louis : « *L'État sénégalais veut affaiblir les confréries pour accroître son pouvoir face à elles, ce qui laisse le terrain libre aux terroristes. Il y a des salafistes au Sénégal donc une montée de l'extrémisme religieux* ». Et, peut-être expression d'un fait nouveau : les mouvements islamistes sont aussi courtisés lors des élections, comme en 2012 où Ibâdu Rahmân avait soutenu Macky Sall dès le premier tour.

Une islamisation de la contestation politique

On oublie très souvent que, depuis les années 70, suite à l'émergence d'une élite arabophone issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones désignés comme responsables de la « faillite du pays depuis l'indépendance », s'est développé le mythe de la « conscience islamique » traversant toutes les sphères, y compris confrériques. Celui-ci tente de revivifier un sentiment d'appartenance à l'Islam vu comme une communauté transnationale devant donner lieu à des solidarités « mécaniques ». Les courants islamistes semblent avoir compris l'intérêt que leur procure une alliance objective avec des acteurs confrériques même si cela implique de dissimuler temporairement leur attitude anti-confrérique.

Ce mythe de la « conscience islamique » s'est érigé en un véritable courant politique, captant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme balbutiant, voire djihadisme. S'y ajoute que les déçus du courant confrérique, parfois trop marqué par ses accointances répétées avec le pouvoir politique conformément à l'héritage colonial, se dirigent, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé », recrutant même dans l'élite intellectuelle dite « francophone ». Cela conduirait, paradoxalement, avec un « élitisme » de l'extrémisme, vers une sorte d'islam des « ingénieurs » dépouillés des marques culturelles locales comme au Moyen-Orient (Frères musulmans en Égypte) et au Maghreb (Algérie, Tunisie et récemment au Maroc).

Ce courant transversal est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (cause palestinienne, anti-américanisme, etc.). Ce qui crée des catégories de musulmans « déterritorialisés » vivant au rythme d'un panislamisme récupérant toutes les « causes musulmanes » du monde entier (caricatures de Mohamed, Afghanistan, Cachemire, Tchétchénie etc.). Ce type de militant, coupé de ses racines familiales et de sa société qu'il considère comme « impie », est la cible idéale pour être embrigadée par le djihadisme international, surtout qu'AQMI, dans le cadre de la modernisation de son image, investit de plus en plus les réseaux sociaux y compris ouest-africains.

C'est dans les banlieues défavorisées de Dakar et dans la ville de Thiès que la plupart des personnes interrogées soutenant l'action des djihadistes du Nord-Mali expriment ce sentiment d'un Occident antimusulman. Elles disent appuyer « *entièrement* » les islamistes car « *ils combattent pour l'islam* » et parce que

« *c'est une initiative à saluer* ». Une d'entre-elles habitant à Grand-Yoff (Dakar) se dit même être prête à dévoiler son identité car « *ceux qui mènent un digne combat ne doivent craindre qu'Allah, mais pas un mortel* ». Cet autre jeune homme de 24 ans profitera de l'occasion de l'enquête pour inviter un membre de l'équipe de recherche de la présente étude à la prière dans une mosquée excentrée car refusant de fréquenter certaines mosquées « *qui ne respecteraient pas tous les préceptes de l'islam* ». Rappelons que c'est cet état d'esprit qui est derrière le bannissement des pratiques confrériques dans des mosquées de campus universitaires comme à l'université de Dakar sous contrôle salafiste. Son cadet, âgé de 23 ans dira, lui, que : « *c'est un combat qui incombe à tout bon musulman* » de prendre les armes contre les « *impies* ». On peut noter un discours similaire chez un autre jeune de la ville de Thiès qui salue l'action des djihadistes au Mali : « *Je suis prêt à m'enrôler pour les soutenir* ». Pour lui, « *les islamistes mènent un djihad dans le Nord du Mali qui doit s'étendre sur l'ensemble du territoire malien pour gagner toute l'Afrique de l'Ouest* », affirmation proche du programme d'action d'un mouvement comme le MUJAO.

L'idée d'un État sénégalais « *impie* » et « *allié de l'Occident* » revient souvent : « *Nos États sont souillés et dirigés par des mécréants* » répètent des personnes interrogées souvent proches du courant salafiste ou membres d'organisations islamiques qui ont pignon sur rue. Ce soutien est également partagé par certains étudiants qui n'ont pas tous accepté de répondre à notre questionnaire, de prime abord, arguant finalement que : « *L'Occident combat l'islam. Ce qui se passe au Mali est inacceptable ; la France appuyée par des mécréants, combattent l'islam et les musulmans. C'est la responsabilité de tous d'apporter un soutien à ces derniers* ».

Des éléments de l'étude confortent, par ailleurs, l'idée d'itinéraires mixtes dans le processus d'une radicalisation progressive qui était jusqu'ici observée seulement dans les mouvements non confrériques. C'est du moins le cas des mouvements péri-confrériques cités comme des groupes constitués de jeunes « *commettant des crimes* » et qui « *imposent aux gens leurs visions des choses* ». À la question de savoir si des Sénégalais seraient capables de perpétrer des attentats, certaines personnes de Saint-Louis interrogées répondent par l'affirmative citant des groupes comme les « *thiantacounes* »⁴.

Les socles favorisant l'émergence de l'idéologie djihadiste

Le discours favorable à l'idéologie djihadiste repose sur trois socles : la solidarité « *panislamique* », l'anticonfrérisme et une attitude foncièrement anti-occidentale bien que nombre de facteurs socio-économiques semblent sous-tendre ces alibis fonctionnels.

La première attitude consiste à s'appropriier toutes les causes internationales considérées comme islamiques ou « *islamisées* » par ceux qui les portent de telle sorte à prôner une solidarité mécanique par rapport à celles-ci au point d'en faire une

obligation religieuse exigeant tous les sacrifices y compris celui de sa propre vie. L'enquête préliminaire a pu recueillir quelques déclarations allant dans ce sens.

En second lieu, l'anticonfrérisme, cache un rejet de toutes les formes de religiosités islamiques différentes de celles consacrées par l'idéologie salafiste. Ce rejet conduit à considérer les autres musulmans comme des « *détournés du droit chemin* » qu'il convient de rétablir, même par la force. Des déclarations similaires recueillies auprès d'un jeune de 23 ans habitant la banlieue dakaroise, sont révélatrices d'un tel état d'esprit : « *Oui je les (djihadistes) soutiens de tout cœur parce que l'islam est bafoué partout. Je m'engagerais avec joie pour implanter la charia au Sénégal. Ici, notre islam est une adoration d'hommes. Les confréries doivent disparaître et je suis prêt à participer à leur élimination, quelles que soient la forme et les moyens* ».

Les partisans d'un tel discours « *takfiriste* » excommuniant et excluant des franges entières de musulmans de la « *communauté des croyants* » peuvent constituer un relais sociologique et le lit idéologique de groupes comme le MUJAO. On sait que ce mouvement insiste particulièrement sur la notion de *Tawhid*, « *unicité de Dieu* », alors qu'aux yeux des islamistes sénégalais les confréries s'adonnent à l'associationnisme, dit *shirk* en arabe. Ces profils de relais potentiels existent dans le milieu associatif islamique sans surveillance particulière.

Le discours favorable à l'idéologie djihadiste repose sur trois socles : la solidarité « *panislamique* », l'anticonfrérisme et une attitude foncièrement anti-occidentale bien que nombre de facteurs socio-économiques semblent sous-tendre ces alibis fonctionnels.

La résistance sociologique des confréries qui demeurent une réalité fait que la stratégie des courants panislamiques se déploie autour du contrôle du secteur éducatif et de l'aide sociale aux démunis, peut-être en attendant que le rapport de force soit beaucoup plus en leur faveur. Le Sénégal ayant permis le développement d'un système éducatif duel avec d'une part, l'école « *officielle* » francophone et, d'autre part, la multitude d'écoles « *arabes* » ou « *coraniques* », cette stratégie pourrait être payante pour ces groupes à long terme.

L'État sénégalais ne semble pas avoir pleinement saisi les enjeux liés à une telle situation et ne semble pas non plus avoir intégré cette dimension du religieux dans le cadre global d'une politique

de sécurité. En tout état de cause, la réforme du privé confessionnel pour amoindrir l'exploitation de la revendication des arabisants semble indiquée afin que les frustrations récupérables soient résorbées. On a pu noter une vague de contestation suite à la menace de fermeture de certains *daaras* (écoles coraniques) déclarés « non-conformes » alors qu'il n'y a pas une législation sur cette question. Le débat a vite été instrumentalisé par des acteurs religieux présents sur le champ politique sénégalais et qui ont cherché à l'exploiter comme une preuve de l'image d'un « État anti-islamique ».

Cette surenchère, qui a transcendé la ligne de démarcation confréries/islamistes, a même conduit, dans un village du sud-est du Sénégal, des hommes « hostiles à la présence de l'école française dans la localité » à mettre le feu, durant la nuit du 10 mars 2013, aux abris provisoires servant de salles de classe pour les élèves « afin de sauver leurs *daaras* et faire respecter l'esprit du défunt fondateur du village »⁵. Une telle contestation de l'enseignement officiel et laïque est comparable, sur le plan des motifs qui sous-tendent l'action, à celle d'un mouvement comme Boko Haram, au Nord du Nigéria, dont le combat repose notamment sur une opposition à l'éducation « à l'occidentale ».

Enfin, s'agissant du sentiment anti-occidental, il se lit en filigrane dans les commentaires sur l'intervention française avec un positionnement pour le moins ambigu. Si la participation du Sénégal au conflit est généralement saluée comme le signe d'une solidarité africaine et de bon voisinage avec le Mali, le fait que ce soit la France qui ait mené les opérations est critiqué alors que ses réelles motivations génèrent des suspicions quant au lien supposé entre l'intervention et la sauvegarde de ses intérêts géostratégiques ou économiques.

Une islamisation progressive de la contestation politique ?

Certains éléments indiquaient l'existence de relais éventuellement opérationnels bien avant la déclaration, du 14 janvier 2013, du ministre sénégalais des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye, admettant l'existence de cellules terroristes dormantes dans le pays. On peut même parler, au Sénégal, depuis peu, d'une islamisation progressive de la contestation politique : manifestation de soutien à Ben Laden en 2001 dans la cour de la Grande Mosquée de Dakar, manifestations de soutien à la cause palestinienne lors des frappes contre Gaza, en 2010, en face de l'ambassade d'Israël, l'émergence d'une nouvelle communauté chiite endogène (en dehors des milieux libanais) et des liens certains avec l'Iran et les diasporas chiites des États-Unis. Il est possible de déceler, dans les réponses données, une certaine peur pour le pays. Bien qu'exprimée par une minorité, elle montre un début de prise de conscience, une fois qu'a été levé le tabou sur le sujet, depuis que les autorités elles-mêmes ont admis la menace. Des personnes de la région de Dakar ont fait part de leur « peur pour le Sénégal » car de leur point de vue, « des jeunes sont capables de se donner la mort pour l'islam pour deux raisons. La première par le lavage des cerveaux avec des écoles *wahhabites* qui sont nombreuses au Sénégal et dont l'État

ne contrôle même pas les enseignements. Et, la seconde, à cause de la pauvreté car les islamistes possèdent de l'argent et ils peuvent les payer ».

En effet, bien avant les craintes soulevées par les événements du Mali, il y a eu, depuis 2001, la naissance d'un courant qu'on pourrait qualifier de djihadiste, encore très minoritaire, sous l'impulsion de l'imam Mamour Fall, émir du Parti islamique du Sénégal, non reconnu par les autorités, mais très actif sur internet. En effet, cet imam sénégalais qui officiait en Italie, fut expulsé pour avoir affirmé entretenir des liens avec Ben Laden lors d'un prêche après la mort de soldats italiens dans un attentat revendiqué par Al-Qaïda. Mamour Fall se réclame « fils spirituel de Ben Laden » dans la presse sénégalaise et africaine (« *Bientôt je surprendrai le Sénégal et l'Afrique* »). Cet imam, répertorié par

Cette situation combinée aux réalités géopolitiques dans la sous-région appelle nécessairement à repenser les paradigmes sécuritaires notamment les dispositifs de lutte contre le terrorisme dans un contexte plus complexe.

les services secrets étrangers ainsi que par le site jihadwatch.org, et surveillé par les éléments de la sécurité sénégalaise, affirme ouvertement des liens avec la mouvance djihadiste et démontre une fine connaissance de la garde rapprochée du défunt chef d'Al-Qaïda, notamment les membres fortunés de sa famille en Suisse.

Quelques fois très caricatural, il explique néanmoins clairement ses objectifs et stratégies sur son blog dans lequel il stigmatise les « *tyrans de ce monde* » en relayant sur le terrain sénégalais le discours djihadiste international avec comme principaux volets : l'anti-américanisme, la faillite des idéologies occidentales et l'imminence de la « *solution islamique* », la cause palestinienne, la complicité des chefs d'états « incroyants et apostats », le « *silence coupable du monde* » face aux « *injustices que subissent les musulmans* ».

D'ailleurs, des discours similaires ont pu être entendus dans le cadre de notre enquête. Ils sont nourris des mêmes ingrédients comme la « *corruption de l'État* », la « *faillite des gouvernants* », leur « *complicité avec l'Occident* » et, surtout, le fait que « *l'islam demeure l'alternative* ». C'est ce que laisse entrevoir cette déclaration provenant d'une adolescente de 17 ans, habitant Thiès : « *Je m'abstiens sur le fait qu'ils tuent mais, quelque part, je soutiens leur action car le monde est souillé* ». Pour un autre jeune de 19 ans, il faut soutenir ces djihadistes car ils ne font

qu'imposer « les chartes de l'islam ». Il finit par affirmer : « *J'aimerais les voir au Sénégal et je n'hésiterais pas à m'enrôler* ».

En réalité, l'effet de certaines prises de positions contre l'État et ses différentes politiques publiques notamment dans le secteur de l'éducation et de la gestion du religieux, semble être le rejet systématique et la condamnation du fait d'un « *éloignement des préceptes de l'islam* » et de la non application de la charia. Cette conjonction entre un discours ambiant et la situation dans la sous-région et sur le plan international est à l'origine de certaines déclarations comme celle d'une étudiante de 29 ans : « *l'Occident utilise nos États pour combattre la religion musulmane. Il est temps que ça s'arrête. Il faudra l'engagement de tous et de toutes en s'investissant à fond et par tous les moyens que ça nécessite même s'il faut y laisser sa vie* ».

Tout indique que sous couvert de revendications allant dans le sens d'une islamisation de plus en plus poussée des dispositifs réglementaires, dans un contexte où le gouvernement semble acculé sur différents fronts sociaux, les mouvements islamistes posent des jalons selon un agenda qui pourrait aller jusqu'à la remise en question de la forme républicaine de l'État. Un tel discours n'est plus seulement celui des mosquées ou des mouvements islamiques mais est publiquement assumé sur les chaînes de télévisions et autres médias y compris publics d'État. Cette situation combinée aux réalités géopolitiques dans la sous-région appelle nécessairement à repenser les paradigmes sécuritaires notamment les dispositifs de lutte contre le terrorisme dans un contexte plus complexe.

Conclusion

Le caractère transnational des acteurs, la porosité des frontières ainsi que la réduction de l'espace par les moyens de communication modernes semblent favoriser l'expansion

du phénomène jihadiste dans la sous-région ouest-africaine. Le Sénégal n'est pas totalement à l'abri d'une telle propagation ne serait-ce qu'idéologiquement. Le rempart que constitueraient les marabouts et les confréries ne peut plus convaincre en raison de la contestation dont elles font l'objet en leur sein-même et, du fait de la fragmentation de l'autorité des califes, de l'existence de groupes situés à leurs périphéries, composés d'éléments quasiment embrigadés sous l'égide de chefs charismatiques. Les choix du Sénégal en matière de politique étrangère combinés aux limites des services de renseignements, notamment en matière de coopération régionale, montrent que l'État sénégalais n'aurait qu'une emprise limitée sur l'évolution de la situation.

La nature des menaces que posent des groupes transnationaux avec une nouvelle conception des espaces territoriaux, exige une expertise pluridisciplinaire et non plus seulement sécuritaire. Elle devra prendre en compte non seulement les aspects géopolitiques, mais également la dimension idéologique et sociologique d'un phénomène multiforme se greffant souvent sur de mauvais indicateurs sociaux comme la pauvreté rampante, le chômage des jeunes, les inégalités criantes, sans pour autant les recouper parfaitement. Le caractère multidimensionnel de la menace, et donc, de la réponse, ne semble pas en être suffisamment pris en compte pour le moment, notamment au sein des services sénégalais concernés.

La dualité du système éducatif sénégalais dans sa forme actuelle pourrait générer dans les prochaines décennies, si ce n'est déjà le cas, de grandes frustrations récupérables par les mouvances islamistes et qui pourraient aboutir à une profonde fracture sociale par une socialisation différenciée des futurs citoyens d'une même nation en devenir. Il est urgent de rétablir l'équilibre nécessaire et surtout d'affirmer une présence et une maîtrise de l'État sur des questions aussi sensibles que le contrôle des moyens de transmission du savoir et de socialisation.

Recommandations principales

1. Encourager la mise en place d'une plateforme pluridisciplinaire de veille stratégique sur la radicalisation religieuse pour faire le point régulièrement sur l'évolution de la situation et développer une prospective en étroite coordination avec les services concernés de l'État sénégalais. D'autres pays touchés par ce phénomène pourraient également instaurer de tels mécanismes de veille et travailler en partenariat avec le système d'alerte rapide de la CEDEAO.
2. Encourager la création d'un cadre national de dialogue sur l'avenir du système éducatif sénégalais afin de résorber les frustrations potentielles des laissés pour compte du système francophone. Au regard de sa position au sein de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), le Sénégal pourrait se concerter avec ses pairs arabes pour mieux encadrer le dispositif de financement de l'éducation pour une coopération harmonieuse prenant mieux en compte ses préoccupations notamment sécuritaires à moyen et à long terme.
3. Impliquer de la manière la plus optimale les chefs religieux, traditionnels et coutumiers du Sénégal en tant que régulateurs, afin de limiter les influences des discours radicaux importés par des relais aux motivations diverses.
4. Tel que discuté lors de la réunion de l'Union africaine tenue à Nouakchott le 17 mars 2013, renforcer les structures actuelles et encourager le développement d'une architecture impliquant tous les pays de la bande sahélo-saharienne, pour prendre en considération les différentes menaces inter-reliées auxquelles la région est confrontée et encourager une meilleure coopération régionale.

Dates importantes

Octobre 2001	Manifestation de soutien à Ben Laden dans la cour de la Grande Mosquée de Dakar
Juin 2007	Arrestation des assassins présumés d'un groupe de Français recherchés par la police mauritanienne par les services de sécurité bissau-guinéens après avoir traversé le Sénégal et la Gambie
Mai 2010	Trois présumés djihadistes sont interpellés à l'aéroport international Léopold Sédar Senghor de Dakar. Ils seront extradés en septembre 2010 vers le Maroc
Novembre 2010	AQMI menace l'ex-président Abdoulaye Wade
Janvier 2011	Arrestation de l'imam Babacar Dianko par les Renseignements généraux sénégalais
Février 2011	Deux membres présumés d'AQMI sont arrêtés dans la banlieue dakaroise
Juillet 2012	Arrestation, à Dagana, de dix personnes dont sept Mauritanien et trois Sénégalais soupçonnés appartenir à un réseau terroriste
22 février 2013	Fausse alerte à la bombe à Dakar
10 mars 2013	Incendie des abris provisoires servant de salles de classe dans le village de Boudouck

Notes

- Des migrants ouest-africains qui fuyaient la zone des combats ont signalé ce phénomène qui a été confirmé par des Sénégalais dans le besoin qui demandaient de l'aide à Bamako pour rentrer au Sénégal.
- L'islam confrérique se réclame du soufisme qui est un courant spiritualiste se démarquant du légalisme politique et donnant plus d'importance à l'esprit qu'à la lettre des textes sacrés ou sacralisés.
- On peut citer Cheikh Ahmad Lô du mouvement Istiqâma, l'imam Mamour Fall de Kaolack qui a fait allégeance à Ben Laden ainsi que tous les fondateurs du mouvement islamique des années 50 tels qu'Ahmed Iyane Thiam et Cheikh Touré.
- Se réclamant des mourides, Béthio Thioune est actuellement accusé de complicité d'assassinat. Son mouvement s'appuie sur le succès de la confrérie mouride en récupérant des jeunes aussi bien des couches désœuvrées que des cadres de la haute administration et du secteur privé. Ce mouvement est caractérisé par une obéissance presque mécanique au chef charismatique. Ces pratiques irritent la hiérarchie confrérique qui y voit une déviation, mais son autonomie notamment financière et le nombre important de disciples majoritairement jeunes permettent au mouvement de mener librement ses activités.
- Mamadou Diop, décédé au début des années 2000, était le fondateur du village de Boudouck. Chef religieux tidjane, il ne souhaitait recevoir aucune contribution de l'État sénégalais dans l'organisation du village (ni eau, ni électricité, ni école) qui évoluait en autarcie selon les préceptes de l'islam. Il n'est donc pas surprenant qu'après sa mort, le fait de construire une école moderne, ait été perçu comme une dérive par rapport aux enseignements prônés par le créateur du village.

Contributeurs

Dr. Bakary Sambe, Enseignant-Chercheur, Centre d'étude des religions, Unité de formation et de recherche des Civilisations, Religions, Arts et Communication (C.R.A.C.), Université Gaston Berger de Saint-Louis

Colonel Djibril Ba (ret), Ancien Haut commandant en second de la Gendarmerie nationale du Sénégal

Contact

Division Prévention des conflits et analyse des risques
Institut d'études de sécurité
ISS Dakar
Route de Ouakam, Immeuble Atryum (Face au Lycée Mermoz)
4ième étage, B.P. 24378
Dakar, Sénégal

Tel: +221 33 860 3304/42

Fax: +221 33 860 3343

Courriel: dakar@issafrica.org



Bailleurs de fonds

Ce rapport est publié grâce au soutien de Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), de l'Ambassade du Grand-Duché du Luxembourg au Sénégal et du Centre de recherches en développement international du Canada.

L'ISS est également reconnaissant de l'appui des partenaires principaux suivants: les gouvernements de la Norvège, de la Suède, de l'Australie et du Danemark.

L'Institut d'études de sécurité (ISS) est une organisation africaine à l'avant-garde de la recherche axée sur le développement des politiques et de la formation. La vision de l'ISS est d'œuvrer pour une Afrique en paix et prospère pour tous ses habitants. L'ISS s'est donné pour mission de faire progresser la sécurité humaine en Afrique en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant du soutien technique et en travaillant au renforcement des capacités.



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ambassade au Sénégal

© 2013, Institut d'études de sécurité

L'ISS dispose des droits d'auteur pour l'intégralité de ce rapport qui ne peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'Institut. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds. Ce rapport est aussi disponible en anglais.

Abonnez-vous par voie électronique au Rapport sur la CEDEAO à l'adresse: www.issafrica.org/subscribe.php